

Appel à propositions

Niger : Améliorer la résilience des moyens de subsistance ruraux par une utilisation efficace et efficiente de l'eau pour les ménages et la production alimentaire les départements des Régions de Dosso (Loga), Tahoua (Madaoua) et Tillabéri (Ouallam, Balleyara)

Juin 2025

À PROPOS DU NDC PARTNERSHIP

Le NDC Partnership est une coalition mondiale de pays et d'institutions qui s'efforcent de mobiliser des soutiens et d'atteindre des objectifs climatiques ambitieux tout en renforçant le développement durable. Grâce à ce Partenariat, les pays membres tirent parti de leurs ressources et de leur expertise pour fournir aux pays les outils dont ils ont besoin pour mettre en œuvre leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) et lutter contre le changement climatique afin de construire un avenir meilleur. Hébergé par le WRI, le secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et le Bureau des services d'appui aux projets des Nations unies, le Partenariat compte des membres dans toutes les régions du monde, avec du personnel à Washington DC et à Bonn, en Allemagne.

CONTEXTE

D'une superficie de 1 267 000 km², dont les trois quarts sont désertiques, le Niger a une population estimée à 25,4 millions d'habitants en 2023. Plus de 80% de ces habitants vivent en milieu rural. Les femmes et les jeunes de 15-34 ans représentent respectivement 50,2% et 29,4% (Institut National de la Statistique (INS), 2024). Avec une économie largement dépendante de l'agriculture et de l'élevage, il est particulièrement vulnérable aux effets néfastes du changement climatique, liés aux sécheresses récurrentes, aux inondations, à la désertification et aux variations de température et de pluviométrie. Les populations sont très vulnérables et font face aux déficits de précipitations récurrents et des sécheresses répétitives et cycliques (PRSP, août 2024). L'évapotranspiration potentielle est très élevée (~2 500 mm/an), ce qui rend le déficit en eau chronique. Les systèmes agraires sont basés sur l'agriculture pluviale de subsistance et l'élevage extensif, qui sont très vulnérables aux aléas climatiques. La base productive reste encore fragilisée par les chocs récurrents induits par les changements et variabilité climatiques (sécheresses, inondations, invasions des ennemis des cultures, dégradation continue de l'environnement naturel) et qui engendrent de fréquentes crises alimentaires et une malnutrition chronique et aiguë, notamment chez les enfants de moins de 5 ans (PRSP, août 2024). Lors des années de sécheresse, le déficit

de la production agricole entraîne des crises alimentaires, avec des famines qui peuvent être dramatiques (1913, 1973 et 1984).

La situation du Niger illustre bien la problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : une population avec un taux de croissance de 3,7% d'ici 2023 (Banque mondiale (BM), 2023), dont le secteur primaire, tiré par l'agriculture, génère en moyenne 40% du produit intérieur brut (PIB), et emploie environ 80% de la population active (Ministère du Plan, 2022). Une grande partie de la production agricole est assurée par de petites exploitations familiales, presque exclusivement tournées vers l'autosuffisance alimentaire. Les ménages de ces petits producteurs sont confrontés à des difficultés d'accès aux moyens et infrastructures d'hygiène et assainissement (taux de la défécation à l'air libre-DAL) augmentant leur vulnérabilité aux maladies hydriques et climato-sensibles, notamment l'épidémie de choléra en cours.

Pour rappel dans les zones irriguées, les cultures dites de contre-saison sont pratiquées autour de plans d'eau dont la quantité et la qualité sont insuffisantes pour permettre aux communautés de développer des activités de maraîchage. Par ailleurs, les populations utilisent des puisards et forages forcés dans des bassins où la nappe alluviale est captée, avec des débits faibles et parfois avec la qualité de l'eau non désirée.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent projet qui vise à moderniser et sécuriser les infrastructures hydrauliques pour renforcer la résilience des communautés locales en améliorant d'une part l'accès à l'hygiène et l'assainissement et en augmentant d'autre part la capacité de production sur 20 sites maraîchers totalisant environ 100 ha de superficie. Son développement sera guidé par un diagnostic approfondi des sites afin d'évaluer les besoins techniques et les priorités. La zone d'intervention couvre trois régions administratives : Tillabéri, Dosso et Tahoua.

Les questions de sécurité alimentaire et WASH (Water, Sanitation, and Hygiene en Anglais ou Eau, Assainissement et Hygiène), sont au cœur des stratégies de développement du pays. Elles s'appuient sur l'irrigation comme l'une des alternatives pour augmenter la production agricole et réduire la vulnérabilité au changement climatique d'une part et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement d'autre part.

C'est dans ce cadre que la Contribution déterminée au niveau national (CDN) révisée prévoit l'aménagement des terres de cultures irriguées ou de décrues sur 424 000 ha comme option d'adaptation dans le secteur de l'Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFAT). Cette cible tient compte des orientations des principaux outils de programmation notamment : le Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (2016-2030) adopté en mai 2017, le Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (PROSEHA) qui fixe les objectifs eau/assainissement sur les quinze prochaines années, la Stratégie de promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base (SOPHAB, 2012), la Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP, 2014) et le Plan d'Actions National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) qui a ambitionné l'Amélioration de la mobilisation et de la valorisation des ressources en eau pour satisfaire les utilisations économiques

et l'accès équitable et durable à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations, en prenant en compte les questions liées au genre, le projet de Plateforme Intégrée pour la Sécurité de l'Eau au Niger (PISEN) qui s'appuie sur le PANGIRE pour mettre en œuvre une approche systématique à la sécurité de l'eau et son rôle central en faveur du capital et le développement humains. Les objectifs de PISEN sont de renforcer la gestion des ressources en eau, d'accroître l'accès aux services d'eau et d'améliorer la résilience à la variabilité de l'eau induite par le climat dans certaines zones du Niger, notamment l'amélioration des revenus des ménages et la sécurité alimentaire y compris l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. La mise en œuvre de ce projet s'inscrit dans l'axe 3 de la vision du Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP).

Le développement des bases de production pour la souveraineté économique et est en cohérence avec les Objectifs de Développement durable suivants :

1. ODD 1 : Pas de pauvreté - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.
2. ODD 2 : Faim zéro - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable.
3. ODD 6 : Eau propre et assainissement - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et gérer durablement les ressources en eau.
4. ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques - Prendre des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et leurs impacts.

En outre, ce projet complète d'autres engagements de la représentation néerlandaise au Niger sur le changement climatique, la résilience et le secteur WASH. À titre d'exemple, les Pays Bas collaborent avec l'UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund ou Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) pour mettre en œuvre deux (2) projets dans la région de Tahoua à partir de l'année 2025/2026, renforçant ainsi l'impact global de leurs engagements dans le pays.

PORTEE DU PROJET

Le projet vise à améliorer l'accès à l'eau pour des besoins agro-pastoraux et domestiques, via la réhabilitation et la modernisation de 20 points d'eau dans quatre départements (Loga, Madaoua, Ouallam et Balleyara) pour 4 000 bénéficiaires directs, principalement des petits producteurs maraichers et la mise en place de 20 dispositifs d'hygiène et d'assainissement composés de latrine et lavage des mains. Par ailleurs, le projet devrait également améliorer l'accès à l'éducation grâce à la réduction de la corvée d'eau pour les enfants qui ont l'âge d'aller à l'école et à l'amélioration de l'assainissement pour les ménages cibles.

RÉSULTATS/PRINCIPAUX LIVRABLES

Résultats Directs:

1. Réhabilitation de 20 points d'eau répartis dans quatre départements.
2. Amélioration de l'accès à l'eau pour les besoins domestiques et agropastoraux de 4 000 bénéficiaires directs.

3. Capacités renforcées des gestionnaires des points d'accès, des autorités, et des petits producteurs en matière de gestion des points d'accès à l'eau.

Résultats Indirect:

1. Amélioration de la résilience des petites producteurs maraichers dans les quatre communes.
2. Amélioration des conditions sanitaires et préventions de maladies dans quatre communes et auprès de 4 000 personnes.
3. Allègement de la charge domestiques des enfants et des femmes dans quatre communes.

Activités

Phase 1 : Méthodologie projet et Identification de 20 points d'eau en fonction de leur potentiel de réhabilitation et impact sur les populations locales dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri.

1. Rapport de démarrage, Méthodologie et Plan de travail détaillé

2. Identification et sélection des sites

- i. Si nécessaire et en cas d'absence de données au niveau du ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, réaliser des missions d'identification, information sensibilisation et géo référencement des sites prioritaires dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri.
- ii. Analyser les besoins locaux en ressources en eau et en infrastructures pour cibler les 20 sites de forage tout en tenant compte de l'innovation locale.
- iii. Travailler avec les autorités et les communautés locales pour valider les sites sélectionnés.

Phase 2 : Réhabilitation des 20 points d'eau sélectionnés, y compris des forages, des systèmes de pompage de l'eau, et d'accès à l'eau pour les besoins domestiques et agropastoraux.

1. Travaux de réhabilitation et d'installation

- i. Forer des puits et des forages maraichers pour accéder aux ressources en eau disponibles.
- ii. Installer des équipements de production et de distribution (châteaux d'eau équipés de systèmes de pompage solaire et réseaux californiens).
- iii. Mettre en place ou renforcer des systèmes d'irrigation modernes afin d'améliorer l'accès à l'eau pour les activités agricoles et domestiques.
- iv. Construire sur chaque site un dispositif d'hygiène et d'assainissement : construction de latrines équipées de dispositif de lavage des mains, un compostière pour recycler les déchets.

Phase 3 : Mise en place d'un système de gestion et maintenance approprié à la réglementation en vigueur et opérationnel sur chaque site (AUSPE, CLE), garantissant une gestion durable des ressources en eau. Renforcement des capacités de 20 jeunes membres de l'AUSPE sur la gestion et maintenance des points d'eau. Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation durable après le projet, afin d'identifier les domaines nécessitant des améliorations, et d'assurer la pérennité des actions.

1. Mise en œuvre et opérationnalisation d'un système de gestion communautaire

- i. Créer et former des comités de gestion communautaires pour chaque site, impliquant des représentants locaux, entre 2-5 personnes par site (AUSPE).
- ii. Développer des mécanismes et des règles de gouvernance pour une gestion équitable et durable des points d'eau à travers AUSPE.
- iii. Un suivi régulier pour évaluer l'efficacité du système de gestion communautaire.

2. Renforcement des capacités des producteurs et des structures techniques décentralisées (STD)

- i. Organiser deux sessions de formation sur les pratiques agroécologiques et les techniques de conservations et de transformation des produits maraichers.
- ii. Former les 2-5 personnes par site, membres de l'AUSPE à l'entretien et à la gestion des équipements et installations solaires.
- iii. Promouvoir des pratiques agricoles durables et résilientes afin de maximiser l'utilisation efficace de l'eau.
- iv. Sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

3. Suivi et évaluation des activités

- i. Mettre en place un système de suivi des travaux de réadaptation et de la formation.
- ii. Contrôler les performances des comités de gestion communautaires et des producteurs.
- iii. Évaluer l'impact du projet sur la production agricole après 1ère et 2ème année de mise en œuvre, en identifiant les réussites et les points à améliorer, par exemple par le biais de transmission de rapports de suivi de mise en œuvre).
- iv. Produire des rapports périodiques sur l'état des infrastructures, les pratiques de gestion et les résultats obtenus tout en faisant ressortir la durabilité, l'efficacité et l'efficience de l'action.

ÉQUIPE D'EXPERTS REQUISE

Chef d'équipe

- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC +8 en sciences agronomiques/en hydraulique ou dans un domaine connexe.
- Connaissance approfondie du changement climatique et des questions liées à l'accès à l'eau.
- Expérience avérée dans la gestion de projets liés au changement climatique et dans l'élaboration de stratégies de réponse au changement climatique.
- Connaissance des documents et stratégies politiques sectorielles sur l'eau, l'agriculture et l'assainissement, dans le contexte de la mise en œuvre des politiques environnementales ou climatiques.
- Expérience dans l'élaboration de systèmes de suivi et d'évaluation de projets.

Autres membres de l'équipe

- L'initiative de l'équipe de projet doit déterminer les autres membres de l'équipe en fonction des compétences décrites ci-dessus, y compris un développeur système/web/programmeur. L'ONG collaborera avec les services techniques déconcentrés de l'Etat des communes ciblées.

CONDITIONS DU CONTRAT

- Date de début estimée : juin 2025
- Date d'achèvement estimée : mai 2026

La planification détaillée du projet sera réalisée en consultation avec le gouvernement.

EXIGENCES RELATIVES À LA SOUMISSION DE PROPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

Les fournisseurs potentiels doivent soumettre :

- Être en règle avec l'administration locale/nigérienne
- Un siège visible et accessible
- Fournir les CV des membres de l'équipe
- Fournir trois (3) certificats de bonne exécution de travaux antérieurs similaires au cours des cinq (5) dernières années.
- Décrire l'approche proposée pour la mise en œuvre et le suivi du projet.
- Détailler le budget avec une ventilation des coûts suffisante pour évaluer le caractère raisonnable et la conformité avec les exigences des bailleurs de fonds du partenariat NDC
- Proposer un calendrier de livraison.
- Au moins 10 ans d'expérience dans la gestion de projets liés au climat/à l'environnement, au développement durable et au suivi dans l'un des secteurs de la contribution déterminée au niveau national (CDN).
- Compétences avérées en matière de gestion et d'alignement des différentes parties prenantes, y compris les agences de développement, la société civile, les institutions financières, le secteur privé, etc.
- Un budget proposé en USD avec une répartition des coûts nous permettant d'évaluer le caractère raisonnable et le respect des exigences de nos bailleurs de fonds.

- Le budget maximal disponible pour ce projet est de USD 300.000 (TVA comprise).
- Un calendrier proposé pour les livrables et les paiements.
La priorité sera donnée aux entités nationales basées ou actives au Niger.

La proposition doit être soumise en français.

ÉVALUATION ET SÉLECTION

Critères d'évaluation

Les éléments suivants seront les principaux éléments à prendre en compte lors de l'évaluation de toutes les propositions soumises en réponse à cet appel d'offres :

- L'accomplissement de tous les éléments requis.
- La mesure dans laquelle la proposition du fournisseur répond aux exigences énoncées par le WRI telles qu'énoncées dans la demande de propositions.
- Expérience acquise dans le cadre de projets similaires.
- Coût global de la proposition.
- Interdiction et sanctions – WRI ne prendra pas en considération les propositions de fournisseurs actuellement exclus par le gouvernement américain ou figurant sur des listes de parties restreintes.
- Durabilité – WRI valorise la durabilité et, tous les autres facteurs étant égaux, favorisera une proposition visant à réaliser le travail de manière plus durable.
- **Le soumissionnaire offrant le meilleur rapport qualité-prix global sera sélectionné. Pour ce marché, les aspects tarifaires et non tarifaires sont considérés comme ayant une importance à peu près égale.**

Processus de sélection

Aucun frais d'élaboration de proposition ne sera facturé à WRI ; tous les frais seront à la charge des soumissionnaires. WRI peut attribuer le marché au soumissionnaire offrant le meilleur rapport qualité-prix sans discussion. Cependant, WRI se réserve le droit de demander des éclaircissements aux soumissionnaires et de négocier avec ceux dont les offres sont jugées compétitives.

WRI peut, à sa discrétion et sans explication aux fournisseurs potentiels, décider d'abandonner le présent appel d'offres sans obligation envers ces derniers ou d'attribuer plusieurs contrats dans le cadre du présent appel d'offres. Aucun contrat ne sera attribué à des fournisseurs exclus par le gouvernement américain ou figurant sur des listes de parties restreintes.

SOUSSION DE PROPOSITION

Veuillez soumettre vos propositions et documents pertinents avant le 26 Juin 2025 en format électronique à :

- Nathan Mesnildrey, Spécialiste principale de l'engagement des pays, Unité d'appui du NDC Partnership, Nathan.Mesnildrey@ndcpartnership.org
- Roman Dehsabzi, coordinateur de projet, Unité d'appui du NDC Partnership, Roman.dehsabzi@ndcpartnership.org

- Christine Luttmer, Cheffe de project, Engagment des pays Unité d'appui du NDC Partnership, Christine.luttmer@ndcpartnership.org

Les propositions reçues seront évaluées au fur et à mesure.

WRI peut, à sa discrétion et sans explication aux fournisseurs potentiels, choisir d'abandonner cet appel d'offres sans obligation envers ces fournisseurs potentiels ou d'attribuer plusieurs contrats dans le cadre de cet appel d'offres.

Request for Proposals

Niger: Improving the resilience of rural livelihoods through effective and efficient use of water for household and food production in the departments of Dosso (Loga), Tahoua (Madaoua) and Tillabéri (Ouallam, Balleyara) regions

June 2025

ABOUT THE NDC PARTNERSHIP

The NDC Partnership is a global coalition of countries and institutions working to mobilize support and achieve ambitious climate goals while strengthening sustainable development. Through the Partnership, member countries leverage their resources and expertise to provide countries with the tools they need to implement their Nationally Determined Contributions (NDCs) and fight climate change to build a better future. Hosted by WRI, the secretariat of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) and the United Nations Office for Project Services, the Partnership has members in every region of the world, with staff in Washington DC and Bonn, Germany.

BACKGROUND

With a surface area of 1,267,000 km², three quarters of which is desert, Niger will have an estimated population of 25.4 million in 2023. Over 80% of these inhabitants live in rural areas. Women and young people aged 15-34 account for 50.2% and 29.4% respectively (Institut National de la Statistique (INS), 2024). With an economy largely dependent on agriculture and livestock farming, it is particularly vulnerable to the adverse effects of climate change, linked to recurrent droughts, floods, desertification and variations in temperature and rainfall. Populations are highly vulnerable to recurrent rainfall deficits and repetitive, cyclical droughts (PRSP, August 2024). Potential evapotranspiration is very high (~ 2,500 mm/year), making water shortages chronic. Farming systems are based on subsistence rain-fed agriculture and extensive livestock rearing, which are highly vulnerable to climatic hazards. The productive base is still weakened by recurrent shocks induced by climate change and variability (droughts, floods, invasions by crop pests, ongoing degradation of the natural environment), leading to frequent food crises and chronic and acute malnutrition, particularly among children under 5 (PRSP, August 2024). In years of drought, the deficit in agricultural production leads to food crises, with famines that can be dramatic (1913, 1973 and 1984).

Niger's situation provides a good illustration of the food and nutrition security issue: a population with a growth rate of 3.7% by 2023 (World Bank (WB), 2023), whose primary sector, driven by agriculture, generates on average 40% of gross domestic product (GDP), and employs around 80% of the working population (Ministry of Planning, 2022). A large proportion of agricultural production is carried out by small family farms, almost exclusively focused on food self-sufficiency. Households of these small-scale producers face difficulties in accessing hygiene and sanitation facilities and infrastructure (open defecation rate-DAL), increasing their vulnerability to water- and climate-sensitive diseases, notably the current cholera epidemic.

In irrigated areas, so-called off-season crops are grown around bodies of water whose quantity and quality are insufficient to enable communities to develop market gardening activities. In addition, people use wells and boreholes in basins where the alluvial water table is tapped, with low flow rates and sometimes with undesirable water quality.

This is the background to the present project, which aims to modernize and secure water infrastructures to strengthen the resilience of local communities, by improving access to hygiene and sanitation on the one hand and increasing production capacity on 20 market-gardening sites covering a total area of around 100 ha on the other. Its development will be guided by an in-depth diagnosis of the sites to assess technical needs and priorities. The intervention zone covers three administrative regions: Tillabéri, Dosso and Tahoua.

Food security and WASH (Water, Sanitation, and Hygiene) issues are at the heart of the country's development strategies. They are based on irrigation as one of the alternatives for increasing agricultural production and reducing vulnerability to climate change on the one hand, and the promotion of good hygiene and sanitation practices on the other.

It is within this framework that the revised Nationally Determined Contribution (NDC) provides for the development of 424,000 ha of irrigated or floodplain cropland as an adaptation option in the Agriculture, Forestry and Other Land Allocations (AFAT) sector. This target takes into account the orientations of the main programming tools, notably : the Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (2016-2030) adopted in May 2017, the Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (PROSEHA) which sets water/sanitation objectives for the next fifteen years, the Stratégie de promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base (SOPHAB, 2012) , the Stratégie Nationale de l'Hydraulique Pastorale (SNHP, 2014) and the Plan d'Actions National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) (National Action Plan for Integrated Water Resource Management), which aims to improve the mobilization and development of water resources to satisfy economic uses and ensure equitable and sustainable access to drinking water and sanitation for the population, taking into account gender issues, the Integrated Platform for Water Security in Niger (PISEN) project, which builds on PANGIRE to implement a systematic approach to water security and its central role in favor of human capital and development. PISEN's objectives are to strengthen water resource management, increase access to water services and improve resilience to climate-induced water variability in selected areas of Niger, notably by improving household incomes and food

security, including access to drinking water and sanitation services. The implementation of this project is in line with axis 3 of the vision of the President of the Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP).

The development of production bases for economic sovereignty is consistent with the following Sustainable Development Goals:

1. MDG 1: No poverty - Eradicate poverty in all its forms, everywhere in the world.
2. MDG 2: Zero Hunger - Eradicate hunger, ensure food security, improve nutrition and promote sustainable agriculture.
3. MDG 6: Clean water and sanitation - Ensure access to water and sanitation for all, and manage water resources sustainably.
4. SDG 13: Combat climate change - Take urgent action to combat climate change and its impacts.

In addition, this project complements other commitments of the Dutch representation in Niger on climate change, resilience and the WASH sector. For example, the Netherlands is collaborating with UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund) to implement two (2) projects in the Tahoua region from the year 2025/2026, reinforcing the overall impact of its commitments in the country

SCOPE OF WORK AND ACTIVITIES

The project aims to improve access to water for agro-pastoral and domestic needs, through the rehabilitation and modernization of 20 water points in four departments (Loga, Madaoua, Ouallam and Balleyara) for 4,000 direct beneficiaries, mainly small-scale market-garden producers, and the installation of 20 hygiene and sanitation systems comprising latrines and hand-washing facilities. The project is also expected to improve access to education by reducing water collection for school-age children and improving sanitation for target households.

RESULTS/KEY DELIVERABLES

Direct Results:

1. Rehabilitation of 20 water points in four departments.
2. Improved access to water for domestic and agro-pastoral needs for 4,000 direct beneficiaries.
3. Enhanced capacity of access point managers, authorities and small-scale producers to manage water access points.

Indirect Results:

1. Improving the resilience of small-scale market gardeners in the four communes
2. Improved sanitary conditions and disease prevention in four communes, benefiting 4,000 people.
3. Easing the domestic burden of children and women in four communes

Activities

Phase 1: Project methodology and identification of 20 water points according to their rehabilitation potential and impact on local populations in the regions of Dosso, Tahoua and Tillabéri.

1. Inception Report, Methodology and Detailed Work Plan

2. Site identification and selection

- i. If necessary, and in the absence of data from the Ministry of Hydraulics and the Environment, carry out missions to identify, inform, raise awareness and geo-reference priority sites in the Dosso, Tahoua and Tillabéri regions.
- ii. Analyze local needs in terms of water resources and infrastructure to target the 20 drilling sites, while considering local innovation.
- iii. Work with local authorities and communities to validate the selected sites.

Phase 2: Rehabilitation of the 20 selected water points, including boreholes, water pumping systems and access to water for domestic and agro-pastoral needs.

1. Rehabilitation and installation work

- i. Drilling wells and market garden boreholes to access available water resources.
- ii. Install production and distribution equipment (water towers equipped with solar pumping systems and Californian networks).
- iii. Set up or reinforce modern irrigation systems to improve access to water for agricultural and domestic activities.
- iv. Build a hygiene and sanitation system at each site: latrines equipped with hand- washing facilities, a compost bin to recycle waste, etc.

Phase 3: Implementation of a management and maintenance system appropriate to current regulations and operational at each site (AUSPE, CLE), guaranteeing sustainable management of water resources. Capacity-building for 20 young AUSPE members on the management and maintenance of water points. Establishment of a sustainable post-project monitoring and evaluation system, to identify areas for improvement and ensure the sustainability of actions.

1. Implementation and operationalization of a community management system

- i. Create and train community management committees for each site, involving local representatives, between 2-5 people per site (AUSPE).
- ii. Develop governance mechanisms and rules for the equitable and sustainable management of water points through AUSPE.
- iii. Regular monitoring to assess the effectiveness of the community management system.

2. Capacity-building for producers and decentralized technical structures (STD)

- i. Organize two training sessions on agroecological practices and techniques for preserving and processing market garden produce.
- ii. Train 2-5 AUSPE members per site in the maintenance and management of solar equipment and installations.
- iii. Promote sustainable and resilient agricultural practices to maximize the efficient use of water.
- iv. Raising awareness of good hygiene and sanitation practices.

3. Activity monitoring and evaluation

- i. Set up a system for monitoring rehabilitation work and training.
- ii. Monitor the performance of community management committees and producers.

- iii. Evaluate the project's impact on agricultural production after the 1st and 2nd year of implementation, identifying successes and areas for improvement, e.g. through the transmission of implementation monitoring reports).
- iv. Produce periodic reports on the state of infrastructure, management practices and results achieved, highlighting the sustainability, effectiveness and efficiency of action.

TEAM OF EXPERTS REQUIRED

Team Leader

- Hold a BAC +8 degree in agronomy/hydraulics or a related field.
- In-depth knowledge of climate change and water access issues.
- Proven experience in managing climate change projects and developing climate change response strategies.
- Knowledge of sectoral policy documents and strategies on water, agriculture and sanitation, in the context of the implementation of environmental or climate policies.
- Experience in developing project monitoring and evaluation systems.

Other team members

- The project team initiative must determine the other team members based on the skills described above, including a system/web/programmer developer. The NGO will collaborate with the deconcentrated state technical services of the targeted communes.

CONTRACT TERMS

- Estimated start date: June 2025
- Estimated completion date: May 2026

Detailed project planning will be carried out in consultation with the government.

PROPOSAL REQUIREMENTS

Prospective vendors should submit:

- Description of the proposed project management structure (core team/project leader, subcontracting organizations, local experts, etc.).
- A visible, accessible headquarters
- Provide CVs of team members
- Provide three (3) certificates of satisfactory performance for similar work carried out in the past five (5) years.
- Describe the proposed approach to project implementation and monitoring.
- Detail the budget with a breakdown of costs sufficient to assess reasonableness and compliance with the requirements of the NDC Partnership's donors.
- Propose a delivery schedule.
- Be in good standing with the local/Nigerian administration

- At least 10 years' experience in managing climate/environment, sustainable development and monitoring projects in one of the Nationally Determined Contribution (NDC) sectors.
- Proven skills in managing and aligning different stakeholders, including development agencies, civil society, financial institutions, the private sector, etc.
- A proposed budget in USD with a breakdown of costs enabling us to assess reasonableness and compliance with our backers' requirements.
- The maximum budget available for this project is USD 300,000 (including VAT).
- A proposed schedule for deliverables and payments.
- Priority will be given to national entities based or active in Niger.

The proposal should be submitted in French language.

EVALUATION AND SELECTION

Evaluation Criteria

The following elements will be the primary considerations in evaluating all proposals submitted in response to this RFP:

- Completion of all required elements;
- The extent to which the vendor's proposal fulfills WRI's stated requirements as set out in the RFP;
- Experience with similar projects;
- Overall cost of the vendor's proposal;
- Debarment and sanctions – WRI will not consider proposals from vendors that are presently debarred by the U.S. government or named on any restricted parties lists;
- Sustainability – WRI values sustainability and all other factors being equal, will favor a proposal to more sustainably perform the work.
- The bidder offering the best overall value will be selected. For this procurement, price and non-price aspects are considered to be of approximately equal importance.

Selection Process

No proposal development costs shall be charged to WRI / all expenses are to be borne by the bidders. WRI may award to the bidder offering best value without discussion. However, WRI reserves the right to seek bidder clarifications and to negotiate with those bidders deemed to be within a competitive range.

WRI may, at its discretion and without explanation to the prospective vendors choose to discontinue this RFP without obligation to such prospective vendors or make multiple awards under this RFP. Contracts will not be awarded to vendors debarred by the US government or named on restricted parties lists.

PROPOSAL SUBMISSION

Please submit proposals and relevant documents by **c.o.b., Thursday, 26 June 2025** in electronic format to:

- Nathan Mesnildrey, Country Engagement Specialist, NDC Partnership Support Unit,
Nathan.Mesnildrey@ndcpartnership.org

- Roman Dehsabzi, Project Coordinator, NDC Partnership Support Unit,
Roman.dehsabzi@ndcpartnership.org
- Christine Luttmer, Project Manager, Country Engagement, NDC Partnership Support Unit,
Christine.luttmer@ndcpartnership.org

Proposals received will be evaluated on a rolling basis.

WRI may, at its discretion and without explanation to potential suppliers, elect to abandon this Invitation to Tender without obligation to such potential suppliers or to award multiple contracts under this Invitation to Tender.